

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Lutte contre la corruption : Francis Nkea Ndzigue brandit à nouveau le bâton

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LES "fossoyeurs de la République" n'ont qu'à bien se tenir. C'est la récente et énième mise en garde formulée par Francis Nkea Ndzigue, ministre de la Promotion de la bonne gouvernance, de la Lutte contre la corruption. Une menace du membre du gouvernement intervenant après les dernières révélations de l'Autorité nationale de vérification et d'audit (Anavéa). Laquelle vient de révéler à la face du monde les magouilles et autres acrobaties financières commises par certains ordonnateurs de crédits.

"Suite à la révélation de plusieurs cas de détournements de deniers publics perpétrés ces derniers temps au sommet de l'État, le ministre de la Promotion de la bonne gouvernance, de la Lutte contre la corruption tient à rappeler que le président de la République conduit actuellement une politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption et infractions assimilées; autrement dit, tous les coupables seront soumis à la rigueur de la justice", a posté Francis Nkea Ndzigue sur son compte Twitter. Non sans rappeler les dispositions de l'article 506 du Code pénal disposant que: "Le détournement de deniers publics est passible de la peine de vingt ans de réclusion cri-

minelle au plus et de 100 000 000 FCFA". Un discours logique au regard de la corruption devenue presque endémique sous nos latitudes.

Cet appel au ressaisissement trouvera-t-il des oreilles attentives? Telle est la grande interrogation quand on sait que les détournements de deniers publics, rétro-commissions et autres pratiques peu orthodoxes sont ancrés dans les mentalités. Et ce, à tous les échelons de l'État. En atteste le réseau de prédation économique mis à nu par les limiers de "l'opération Scorpion". Une opération dans laquelle d'anciens hauts cadres de la République sont impliqués; certains d'entre eux étant placés en détention préventive depuis près de deux ans.

Dans tous les cas, les ordonnateurs de crédits sont prévenus.



Photo: BANDOMA / L'Union

Francis Nkea Ndzigue ne compte pas baisser la garde dans la lutte contre la corruption.

Le PRDG à fond aux côtés d'Ali Bongo Ondimba



Photo: Felicien Ndongo

Le président du PRDG, Gildas Loundou Ongoundou ©, lors de sa déclaration.

H.N.M
Libreville/Gabon

DANS le cadre de ses activités politiques, le Parti renouveau démocratique gabonais (PRDG), formation politique membre de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE), créé en 2018, a animé dernièrement à Libreville, un point-presse. Il s'agissait de présenter leur vision politique et procéder aux installations de certains membres du bureau directeur.

D'entrée, le président du PRDG, Gildas Loundou Ongoundou, a indiqué que sa formation politique soutient "sans ambiguïté avec une ferme détermination et conviction la vision politique du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba". Et clamé, "Nous saluons et soutenons

l'action du président de la République, Ali Bongo Ondimba, qui ne cesse de veiller au bien-être de la population gabonaise à travers la mise en œuvre des politiques publiques et du Plan d'accélération de la transformation (PAT)". Non sans avoir loué et vanté les mérites de la politique de l'Égalité des chances. Laquelle, a-t-il fait valoir, "permet l'éclosion et la mise en avant des talents, quelles qu'en soient leurs origines".

Au terme de cette déclaration, Gildas Loundou Ongoundou a procédé à l'installation du secrétaire général et du vice-président du parti. En leur conférant la responsabilité de dynamiser l'implantation de leur écurie politique sur l'ensemble du territoire national, tout en portant très haut les idéaux de leur formation politique.

UN : Paulette Missambo à la pêche aux voix dans l'Ogooué-Lolo

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LA campagne électorale pour la présidence de l'Union nationale (UN) bat toujours son plein. Candidate déclarée, Paulette Missambo a bouclé récemment sa tournée dans la province de l'Ogooué-Lolo. Comme dans les autres localités du pays qu'elle a déjà sillonnées, elle est allée à la pêche aux voix des délégués logovéens devant élire prochainement, au cours d'un congrès, le successeur de l'emblématique président Zacharie Myboto.

De fait, c'est à Koula-Moutou et à Lastoursville qu'elle est allée à leur rencontre en leur présentant, avec force détails, la pertinence de son projet. Lequel, a-t-elle indiqué, s'articule autour de l'ambition de faire de leur formation politique "un parti de progrès et de modernité" en donnant, entre autres, plus de pouvoir à la base. Ce qui devrait se traduire, a-t-elle précisé, par plus de démocratie interne tout en



Photo: Damien MADEBE

Paulette Missambo s'adressant aux militants de Lastoursville.

faisant de l'UN "une machine électorale qui prendra part à tous les scrutins à venir. Notamment à la présidentielle, aux législatives et locales en 2023".

Pour ce faire, a-t-elle précisé, les militants et militantes seront appelés à choisir leurs porte-étendards. Ce qui n'a pas manqué de susciter l'enthousiasme de l'assistance.

C'est dire que c'est sur une note de satisfaction que Paulette Missambo et ses colistiers ont quitté la province de l'Ogooué-Lolo. D'autant plus que les militants et sympathisants de l'UN leur ont réservé un accueil des plus chaleureux.

Soulignons que la liste de Paulette Missambo a pour adversaire celle de Paul-Marie Gondjout.